

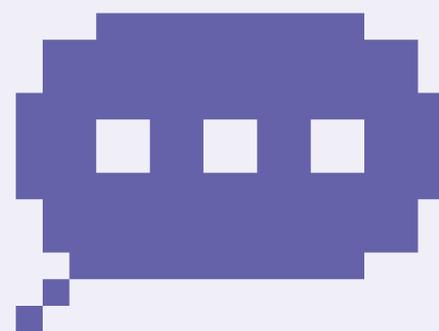
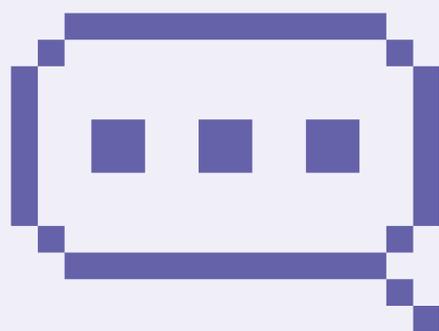
L'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE 2.0. QUELS ENJEUX POUR QUELLES PRATIQUES ?

Jeunes, Réseaux Sociaux
et Prévention
Spécialisée

Nouvelles pratiques,
nouvelles interactions:
quels enjeux
pour la prévention
spécialisée en
Seine-Saint-Denis ?

**BENJAMIN MOIGNARD
ROSA MARIA BORTOLOTTI**

AVRIL 2021



ISYNTHÈSE
JRSPREV

RAPPORT



TABLE DES MATIÈRES

Les principales caractéristiques de l'enquête	3
Repères autour des pratiques juvéniles	3
1. Des éducateurs inquiets face à des pratiques numériques juvéniles raisonnables	3
2. Des pratiques juvéniles maîtrisées	3
3. Des pratiques à risques identifiées que les jeunes cherchent à éviter	3
Des enjeux transversaux qui interrogent la position des éducateurs	4
4. Des situations à risque aux impacts fortement différenciés entre les filles et les garçons	4
5. Les réseaux sociaux comme marqueurs de l'affaiblissement des discours et des approches instituées	4
Des pratiques juvéniles en ligne qui font problème : regards et formes de prise en charge engagés par les éducateurs	4
6. Des pratiques numériques qui encouragent les affrontements ?	4
7. Le cyberharcèlement : une prise en charge contre-intuitive	5
8. "Michetonnage" et prostitution en ligne : un problème qui pose des problèmes	5
Des éducateurs largement engagés dans des pratiques numériques qui n'empêchent pas des usages différenciés	5
9. Des pratiques numériques des éducateurs déjà engagées, mais solitaires	5
10. Des rapports différents au numérique entre les éducateurs	5
11. Une typologie des rapports au numérique	6
Des facteurs d'accrochage aux pratiques numériques des éducateurs ?	6
12. Un âge peu incident sur les pratiques numériques des éducateurs	6
13. Des éducatrices plus investies sur les pratiques numériques que leurs homologues masculins	6
14. Une priorisation différenciée de l'intervention à l'égard des publics de la prévention spécialisée incidente sur le rapport au numérique des éducateurs	7
Des préoccupations partagées autour du numérique	7
15. Des marqueurs de consensus : une culture d'intervention tournée vers la relation éducative	7
16. Des besoins de formations clairement identifiées	7
Recommandations générales	8
1. Organiser et structurer les cadres des pratiques éducatives numériques	8
2. Interroger les pratiques numériques des jeunes : de la reconnaissance de la capacitation des adolescent.es	8
3. Interroger la redéfinition de l'action éducative en contexte numérique	8
4. Envisager l'articulation des espaces numériques et matériels : de la distinction à l'articulation	8
5. Interroger l'empreinte des stéréotypes de genre dans les pratiques de la prévention spécialisée	8
6. Organiser des espaces de formations	8

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ENQUÊTE

Cette enquête vise à mieux comprendre les usages des éducateurs de la prévention spécialisée de la Seine-Saint-Denis autour du numérique et les enjeux qui se posent en termes de pratiques et d'éthiques d'intervention. Pour ce faire, nous avons cherché à fixer des repères autour des pratiques numériques des jeunes qu'ils suivent, à objectiver les usages des éducateurs.trices dans des structures variées, à caractériser les points de vue, les représentations et les tensions qui organisent ces activités, et à interroger de manière plus générale les enjeux éthiques et déontologiques que ces nouveaux cadres et ces nouvelles pratiques suscitent.

Cette recherche collaborative a été réalisée en lien étroit avec les structures de préventions spécialisées commanditaires de l'étude. Des éducateurs.trices "facilitateurs.trices" ont été plus particulièrement mobilisés dans la réalisation de l'enquête, que ce soit en termes de construction des outils de recueils de données, de développement des pistes d'analyse engagées, ou de travail en lien avec les autres éducateurs et les jeunes qu'ils encadrent.

Nous avons eu recours à des méthodologies croisées à la fois qualitatives et quantitatives, organisées en cinq phases d'enquête. Des entretiens semi-directifs individuels ont été conduits avec des éducateur.trices de rue issus de 8 structures différentes (n=30) ; des entretiens en focus-group ont été réalisés avec des jeunes (n=27) suivis par la prévention spécialisée ; un questionnaire a été administré auprès des 8 structures partenaires visant à identifier les usages du numérique et des réseaux sociaux par les éducateur.trices et les directions (n= 122). Des phases d'observation répétées ont été organisées dans 3 structures sur l'ensemble de la durée de l'enquête. Ces données ont été complétées par des entretiens semi-directifs (n=12) menés pendant le confinement de mars 2020 dans 7 structures partenaires. Cette démarche s'est déroulée sur deux ans et demi et a été accompagnée de plusieurs temps d'échanges et de restitutions intermédiaires : 7 Comités de Pilotage de l'étude se sont réunis en présence des représentants de la Mission Métropolitaine de Conduites à Risque de Seine-Saint-Denis, des directeurs et adjoints des associations, et des chefs de service. Cette synthèse revient sur les résultats saillants de l'enquête.

REPÈRES AUTOUR DES PRATIQUES JUVÉNILES

1. DES ÉDUCATEURS INQUIETS FACE À DES PRATIQUES NUMÉRIQUES JUVÉNILES RAISONNABLES

Les éducateurs perçoivent les pratiques numériques juvéniles comme relativement désordonnées ou anormales pointant leur enfermement dans le monde virtuel, les risques pris en ligne comme les dérives en termes de représentations de soi. Ces propos doivent être entendus et considérés pour ce qu'ils sont : l'expression d'une inquiétude au regard de pratiques de socialisation et de sociabilité différenciées et peu accessibles à la plupart d'entre eux.

Elle relève plutôt d'une rupture générationnelle que d'une perception objectivée et renseignée de ces pratiques. Nos observations, dont il faut rappeler qu'elles ne visent qu'à fixer quelques repères, font plutôt la démonstration de pratiques raisonnables et raisonnées. Il faut cependant avoir en tête que les jeunes enquêtés sont plutôt insérés scolairement et socialement, et ne font pas partie des catégories les plus à la marge ou en rupture.

2. DES PRATIQUES JUVÉNILES MAITRISEES

Les pratiques numériques ne doivent pas être appréhendées comme distinctes du monde matériel (In Real Life = IRL). Elles s'articulent à des socialisations ordinaires et les étendent, plutôt qu'elles ne se substituent à elles. Les réseaux sociaux occupent une place importante dans la construction identitaire des adolescent.es enquêté.es. Ils managent leurs profils à partir d'une mise en scène valorisante, et leur « manière d'être » sur ces réseaux représente une transposition des capitaux relationnels déjà existants dans le monde réel : avoir des amis, s'habiller selon les normes du groupe d'appartenance revendiqué, rechercher l'acceptation des pairs au travers des formes de présentation de soi, valoriser des attitudes et des comportements conformes à ceux qui sont valorisés par le groupe. La connaissance d'éléments exclusifs sur les autres jeunes et l'accès à ces marques d'amitié traduit un capital social qui démontre que le jeune est accepté sur différents réseaux, qu'il appartient à un groupe ou plusieurs groupes d'amis. Ces marqueurs ne sont rien d'autre qu'une digitalisation de l'expression des rapports de sociabilité dont l'importance pour les adolescent.es est identifiée de longue date.

Les formes de contrôle parental essentiellement instauré par les mères ont une portée limitée, des stratégies d'évitement étant régulièrement mises en place pour vivre pleinement les sociabilités numériques.

3. DES PRATIQUES À RISQUES IDENTIFIÉES QUE LES JEUNES CHERCHENT À ÉVITER

Les adolescent.es enquêté.es ont un usage fortement différencié des réseaux sociaux et des outils numériques en fonction des degrés de proximité qu'ils entretiennent avec leurs interlocuteurs. Ils distinguent clairement la diffusion de certains contenus dans des cercles proches, et des usages réservés à des audiences plus larges. Donner accès à certains contenus est perçu et présenté comme une marque de confiance, avec des logiques d'affiliations entre les groupes qui témoignent de degré de proximité plus ou moins établie.

Les expériences problématiques liées à l'exposition de nude (photo ou vidéos intimes), la réception de contenus inappropriés ou à connotation sexuelle sont intégrées et la plupart usent de stratégies d'identification et de contournement pour les éviter. La recherche d'audiences reste un risque qui peut susciter le non-respect des règles de conduite instaurées de manière plus ou moins formelle. On distingue des jeunes "prudents" qui verrouillent leurs usages et leur audience sur les réseaux, et d'autres que l'on a qualifiés "d'explorateurs", plus enclins à favoriser des cercles de rencontres plus étendus en ligne. Ces derniers semblent plus exposés à des atteintes en ligne. Les conflits en ligne entre des protagonistes plus ou moins proches sont par ailleurs réguliers, mais des formes de médiation et de résolution organisées en ligne par les jeunes eux-mêmes sont engagées, y compris dans des groupes dédiés. Ces pratiques ne suffisent pas à empêcher des logiques d'affrontements plus durs, sur la base de conflits territorialisés.

DES ENJEUX TRANSVERSAUX QUI INTERROGENT LA POSITION DES ÉDUCATEURICES

4. DES SITUATIONS À RISQUE AUX IMPACTS FORTEMENT DIFFÉRENCIÉS ENTRE LES FILLES ET LES GARÇONS

La médiation des normes sociales par les usages numériques et la recherche d'assentiment des pairs semble exacerber les règles d'une mise en scène de soi genrée. La diffusion de contenus personnels en ligne expose les filles en particulier à la parole permanente de l'autre, "créatrice de rumeurs et faiseuse de réputation, quelle que soit la forme qu'elle prend ("like", "dossiers", "tags", diffusion ou rediffusion décontextualisée, porno-vengeance (revenge-porn) dont l'expression, caractéristique des adolescents, peut être violente, crue, incisive, sévère dans ses conséquences. Le passage par les outils du numérique participe ainsi d'une configuration des rapports sociaux qui réaffirme et consolide les effets de domination dans le système de genre. Les nues et leur diffusion s'inscrivent bien dans cette logique.

5. LES RÉSEAUX SOCIAUX COMME MARQUEURS DE L'AFFAIBLISSEMENT DES DISCOURS ET DES APPROCHES INSTITUÉES

Les réseaux sociaux sont un moyen de prolonger, de développer et de transformer des formes d'échange et de sociabilité qui leur préexistaient. Une "nouvelle économie relationnelle" se développe qui pose de nombreux défis : les relations sociales peuvent être marquées par une logique de calcul pour accroître sa visibilité en ligne et se présenter avantageusement, et renforcent des logiques de réputation qui sont toujours à l'avantage des plus forts. Elle peut accélérer également l'uniformisation des formes de présentation de soi des individus en général, et des adolescent.es en particulier.

Les institutions éducatives doivent composer avec cette nouvelle donne de relations plus horizontales et actives, qui remettent en cause la centralité des discours institués au profit d'une intensification du rapport à soi qui caractérise l'individualisme contemporain. Dit autrement, les propos des enseignants dans l'école, des éducateurs dans la rue ou des parents dans la maison, sont confrontés à la concurrence des recommandations de proximité qui

surgissent de toute part dans l'univers adolescent, y compris numérique. Une réflexion de fond est sans doute nécessaire sur ce que cette nouvelle donne de l'individualisation et de la singularisation expressive fait peser dans la construction de la relation éducative.

DES PRATIQUES JUVÉNILES EN LIGNE QUI FONT PROBLÈME : REGARDS ET FORMES DE PRISE EN CHARGE ENGAGÉS PAR LES ÉDUCATEURICES

6. DES PRATIQUES NUMÉRIQUES QUI ENCOURAGENT LES AFFRONTEMENTS ?

Ce sont près de 30% des éducatrices qui signalent avoir été confrontés à la prise en charge de problèmes liés à des rixes dont ils ont eu connaissance par des outils numériques. Ils sont nettement moins nombreux (9%) à avoir dû traiter des cas de mise en scène ou de publicisation d'actes délictueux par exemple. L'identification de ces conflits qui s'enveniment et qui débouchent – parfois – sur des rixes, est classique des expériences partagées par les éducatrices. L'extension du domaine de l'affrontement aux espaces numériques permet au moins un changement majeur : le public récipiendaire de ces mises en scène est décuplé. Un écran de téléphone et une connexion internet suffisent à visionner une scène d'humiliation d'un ennemi ou son passage à tabac. Les réseaux sociaux et les outils numériques participent donc d'une extension des espaces de conflictualités et de la diffusion des marqueurs de leur mise en scène, dans un contexte de crainte à l'égard de ces technologies. La réputation se construit et s'organise en ligne autant que sur le "terrain", avec des configurations variées en fonction de l'âge ou de certains marqueurs sociodémographiques. Les plus jeunes sont plus actifs en ligne, et cette nouvelle forme de présentation de soi est généralement mal comprise des acteurs éducatifs. Les réseaux sociaux sont perçus comme "le" vecteur des affrontements, comme ils le sont du harcèlement ou de la prostitution en ligne. Cette approche est sans doute problématique dans ce qu'elle réduit l'articulation des espaces numériques et présentiels, préjugant d'une cause digitale qu'il nous semble indispensable de recontextualiser. Si les réseaux ou les applis peuvent jouer un rôle actif dans le développement de situations à risque voire dangereuses pour les jeunes, elles ne suffisent ni à les produire, ni à les réduire. En d'autres termes, il est indispensable de travailler à comprendre les articulations qui structurent les espaces, y compris numériques, de manière à renou-

veler l'approche qui peut être faite de la prise en charge de ces questions.

7. LE CYBERHARCÈLEMENT : UNE PRISE EN CHARGE CONTRE-INTUITIVE

Ce sont 22% des éducateurs.trices qui ont eu à prendre en charge des cas directement durant les deux dernières années : 16% une seule fois, 2% deux fois et 4% trois fois et plus. De manière contre-intuitive, ce sont les éducateurs.trices les plus âgées qui prennent en charge le plus de cas de cyberharcèlement. Si l'échantillon n'est pas assez large pour que la relation soit significative du point de vue statistique, on notera tout de même que ce sont 36% des plus de 40 ans qui signalent avoir pris en charge au moins un cas de cyberharcèlement contre seulement 18% et 17% pour les catégories d'âge inférieur. Ce sont donc les plus âgés qui prennent le plus en charge ces problèmes, et ce sont également celles et ceux qui sont les plus actifs sur l'utilisation des réseaux qui ont identifié le plus régulièrement ces cas : 90% des éducateurs.trices qui signalent cette prise en charge utilisent régulièrement ou très régulièrement les outils numériques dans leurs pratiques professionnelles, et d'une manière générale on observe une corrélation forte entre les pratiques du numérique et la prise en charge de ces cas. En d'autres termes, les pratiques numériques dans le cadre professionnel favorisent sensiblement l'identification et la prise en charge d'un certain nombre de cas, bien plus que le fait d'être jeune, un homme ou une femme, ou exerçant dans à telle ou telle structure. L'expérience semble aussi jouer un rôle au regard de la répartition par âge des cas signalés, mais c'est bien en articulation avec les pratiques numériques qu'elle prend cette ampleur.

8. "MICHETONNAGE" ET PROSTITUTION EN LIGNE : UN PROBLÈME QUI POSE DES PROBLÈMES

Nous considérons dans ce travail que le "michetonnage" renvoie à une catégorisation profane de conduites prostitutionnelles, dont l'usage atténue la perception des rapports de domination et des structures de pouvoirs qui les rendent possibles. En d'autres termes, il nous paraît plus juste de parler de conduite prostitutionnelle, que d'utiliser dans l'action publique des termes qui neutralisent un certain nombre des ressorts pourtant caractéristiques de ces pratiques. Ces conduites prostitutionnelles préoccupent fortement les acteurs sur le terrain comme leur direction. On observe un discours très alarmiste sur la question, qui est pourtant déconnecté du volume de

cas effectivement pris en charge. Ce sont ainsi 12 éducateurs.trices sur les 94 répondants, soit 12% d'entre-eux, qui signalent avoir pris en charge directement des cas de "michetonnage" en lien avec les pratiques numériques. La prise en charge de plusieurs cas depuis deux ans est très rare, puisque ce ne sont que deux éducateurs.trices qui le signalent pour deux cas et aucun pour trois cas.

Aussi, il nous faut être prudents sur ce phénomène qui mobilise des préoccupations bien légitimes, en rappelant les constats objectifs que nous tirons de nos données. Le nombre de cas considérés comme la fréquence de ces prises en charge témoignent de situations qui ne sont pas traitées régulièrement dans le champ de la prévention spécialisée. Ensuite, si ce phénomène est peu pris en charge, il suscite malgré tout des interrogations et des préoccupations fortes qu'il faut pouvoir entendre. Les cas traités sont traumatiques pour les éducateurs.trices qui y sont confrontés, et qui se disent démunis face à ce qu'ils et elles perçoivent comme des mises en danger délibérées. Mais l'analyse du discours sur ces "cas" révèle une persistance des stéréotypes de genre qui alimente sans doute l'idée d'une "explosion" du nombre de filles en danger. La définition objective des pratiques est supplantée par la perception morale des attitudes. C'est ainsi que l'injonction au contrôle des corps, et des corps féminins en particulier, alimente l'idée selon laquelle des générations entières de jeunes filles courent le risque de glisser vers des conduites prostitutionnelles, les réseaux sociaux ou certains sites offrant les cadres pour les organiser. Il nous semble pourtant essentiel de distinguer ce qui renvoie à une *publicisation* du corps et de son image, à des *attitudes* qui peuvent – ou non – viser à susciter un désir – et qui posent par ailleurs un certain nombre de questions sur l'incorporation par ces jeunes filles des assignations de genre, et la conduite de *pratiques* prostitutionnelles qui organisent l'usage des corps à des fins économiques. Si les pratiques prostitutionnelles s'alimentent de cette publicisation des corps, la publicisation des corps ou les attitudes qui s'y réfèrent ne signalent pas toutes des glissements vers des conduites prostitutionnelles.

DES ÉDUCATEUR·ES LARGEMENT ENGAGÉS DANS DES PRATIQUES NUMÉRIQUES QUI N'EMPÊCHENT PAS DES USAGES DIFFÉRENCIÉS

9. DES PRATIQUES NUMÉRIQUES DES ÉDUCATEUR·ES DÉJÀ ENGAGÉES, MAIS SOLITAIRES

Si 28% des éducateur.trices affirment ne jamais utiliser les réseaux sociaux avec les jeunes, ce sont donc près de 72% d'entre-eux qui peuvent les fréquenter en fonction d'intensités et d'usages variés. Plus précisément, ils sont 17% à signaler les utiliser souvent, et le même nombre très souvent. Ces chiffres témoignent bien d'un constat fort de l'enquête : les éducateur.trices sont nombreux à utiliser les réseaux sociaux ou des applis dans le cadre de la relation éducative, mais ils en font peu état à leurs collègues et travaillent encore moins la question collectivement. Le sentiment domine d'un sujet "peu cadré" voir tabou, avec lequel chacun.e bricole comme il peut. Les cadres légaux d'intervention et les risques encourus au regard de leurs pratiques inquiètent et préoccupent de nombreux éducateur.trices. Autant les cadres qui régissent l'action éducative en terrain ordinaire semblent bien identifiés et cernés par les éducateurs, autant l'appréhension de l'espace numérique et d'un certain nombre de pratiques qui peuvent s'y déployer est très peu travaillé collectivement. Les éducateurs ont par ailleurs majoritairement le sentiment que leurs homologues travaillent peu sur ces espaces et avec les outils numériques, alors qu'ils sont majoritaires à le faire, et plus encore depuis les épisodes de confinements successifs.

10. DES RAPPORTS DIFFÉRENTS AU NUMÉRIQUE ENTRE LES ÉDUCATEUR·ES

Pour tenter de synthétiser la variété des usages du numérique avec les jeunes, nous avons créé un Indice d'Usage avec les Jeunes (IJJ) tiré des réponses au questionnaire autour des usages et des pratiques numériques des éducateurs. Nous considérons que ce sont 39% des éducateur.trices interrogés qui ont un usage très restreint des outils numériques dans le cadre de leur activité professionnelle. S'ils peuvent parfois utiliser une appli occasionnellement (souvent WhatsApp), leurs réponses témoignent d'une certaine distance quant

à l'utilisation du numérique. **35%** des éducateur.trices ont un usage plus régulier, et assez différencié: ils n'utilisent pas forcément toutes les applis avec la même intensité: ils en privilégient une ou deux qu'ils utilisent régulièrement, et ont une utilisation modérée du numérique pour alimenter la relation éducative; ils peuvent échanger avec les jeunes sur les réseaux sans que cela soit forcément une habitude, ils peuvent le faire avec certains, mais pas forcément avec tous. Pour résumé: le numérique est un complément à une relation éducative qui s'appuie sur d'autres registres IRL de manière plus privilégiée. La troisième catégorie (**26%**) utilise plus fréquemment les outils numériques et les intègre plus facilement dans un usage quotidien et ordinaire avec les jeunes.

Les pratiques numériques des professionnels de la prévention spécialisée apparaissent morcelées, y compris au sein des mêmes structures. On retrouve ainsi des membres de chacune des trois catégories énoncées dans chaque structure (à une exception près), dans des proportions relativement cohérentes.

11. UNE TYPOLOGIE DES RAPPORTS AU NUMÉRIQUE

Les positionnements éthiques et déontologiques ne renvoient pas toujours aux mêmes pratiques en matière de mobilisation du numérique, confirmant une diversité de positionnement dont il faut rendre compte. Nous avons donc élaboré une typologie de la relation au numérique qui interroge les représentations des professionnels sur ces usages et leur implantation dans le paysage de la prévention spécialisée. Nous retenons ainsi 4 catégories d'éducateur.trices: les indécis, les attentifs, les réfractaires et les militants du 2.0.

Les indécis: ils ont le sentiment d'un enjeu fort sur le numérique, qu'ils ne parviennent pas toujours à traduire dans leurs usages. Le sujet les préoccupe, mais ils ne font généralement pas partie de ceux qui sont déjà fortement mobilisés dans leurs pratiques sur ces questions. Leurs avis ne sont pas tranchés, et ils perçoivent à la fois un intérêt certain à l'utilisation de ces outils susceptibles d'améliorer la relation éducative, mais pointent dans le même temps les atteintes à la vie privée que ces pratiques peuvent susciter, comme une extension problématique des heures ou des cadres de travail.

Les attentifs: on retrouve chez les attentifs l'idée d'une intégration nécessaire du numérique dans les pratiques des éducateur.trices. Elle est régulièrement mise en lien par les plus anciens avec l'usage du

téléphone, et suppose une adaptation des éducateur.trices pour s'insérer dans les modes de communications et de socialisation des jeunes qu'ils suivent.

Les réfractaires: comme leur nom l'indique, les éducateur.trices qui figurent dans cette catégorie sont les plus défiantes à l'égard de l'usage des outils numériques en général, et dans la prévention spécialisée en particulier. La mobilisation qu'ils identifient autour de cette question les inquiète quant à l'évolution du métier, de ses cadres et de ses valeurs, mais aussi dans ce qu'elle dit de certaines transformations sociales.

Les militants du 2.0: les militants du 2.0 sont non seulement largement engagés dans les activités en ligne avec les jeunes, mais considèrent par ailleurs qu'elles sont incontournables aujourd'hui. L'argument récurrent est l'adaptabilité des éducateur.trices aux pratiques juvéniles, et l'enjeu éducatif à se positionner sur le champ du numérique.

DES FACTEURS D'ACCROCHAGE AUX PRATIQUES NUMÉRIQUES DES ÉDUCATEURICES ?

12. UN ÂGE PEU INCIDENT SUR LES PRATIQUES NUMÉRIQUES DES ÉDUCATEURICES

De manière assez spontanée, l'âge est généralement perçu comme un indicateur incontournable de l'usage du numérique en général et des pratiques professionnelles liées au numérique en particulier. Ce traitement intuitif associe à l'âge une proximité avec l'actualité des technologies à l'œuvre, mais nos résultats montrent au contraire un peu d'incidence sur les usages professionnels du numérique. Le fait d'être plus ou moins vieux ou plus ou moins jeunes, comme d'avoir plus ou moins d'ancienneté, est peu incident sur le degré de mobilisation des outils numériques dans sa pratique professionnelle. Ce sont par exemple 55% des éducateur.trices âgés de 20 à 30 ans qui ont un usage très réduit du numérique, contre 34% des 30 à 40 ans, et 27% seulement des 40 ans et plus. Les plus anciens ne sont donc pas les moins investis sur ces questions.

13. DES ÉDUCATRICES PLUS INVESTIES SUR LES PRATIQUES NUMÉRIQUES QUE LEURS HOMOLOGUES MASCULINS

Les femmes éducatrices apparaissent plus investies dans les usages numériques avec les jeunes que ne le sont leurs collègues de sexe masculin. Ce sont ainsi près de 35% des femmes qui émargent à l'IUJ qui rapporte un usage courant contre 16% des hommes seulement. À l'inverse, elles ne sont que 31% d'entre-elles à intégrer la catégorie des usages très réduits contre 48% des hommes. On retiendra donc qu'il ne suffit pas d'être une femme pour adopter des gestes professionnels en lien avec les usages numériques, mais que ces dernières les utilisent plus que leurs collègues masculins.

Les hommes revendiquent un travail de contact plus direct qui recoupe des postures virilistes relativement implantées dans le champ du travail social. Le "travail de rue" est ainsi appréhendé comme le "vrai" travail éducatif, aux dépens d'un registre du care (prendre soin) qui positionne les éducatrices dans une relation plus interindividuelle et "discrète" que les réseaux sociaux rendent possibles. La fréquentation plus assidue des réseaux de

la part des filles comparativement aux garçons, est un autre facteur explicatif. Les filles sont près de 20% plus nombreuses que les garçons sur les réseaux sociaux traditionnels, tandis que les garçons investissent plus favorablement les jeux en ligne aujourd'hui largement pourvus de moyens d'échanger en direct ou en différé avec leurs pairs. Cette plus forte présence des filles en ligne, couplée à une visibilité dans l'espace public ou éducatif bien plus restreinte que celle des garçons, permet sans doute de mieux saisir ces différences d'investissement entre éducateurs.trices hommes ou femmes. Cela recoupe des pratiques genrées qui signalent une forte imprégnation des stéréotypes de genre chez les éducateurs.trices.

14. UNE PRIORISATION DIFFÉRENCIÉE DE L'INTERVENTION À L'ÉGARD DES PUBLICS DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE INCIDENTE SUR LE RAPPORT AU NUMÉRIQUE DES ÉDUCATEURS

Le rapport au numérique se construit au regard d'une relation singulière faite d'expériences de terrain, de principes éthiques et déontologiques et d'une certaine idée du rapport à la rue qui fonde l'action de la prévention spécialisée. Les éducateurs.trices comme les cadres de direction qui semblent les plus réfractaires à une insertion des outils et des usages numériques dans leurs pratiques, sont sans doute aussi celles et ceux qui considèrent que leur travail concerne d'abord des jeunes à la marge, qui ne peuvent être touchés et pris en charge par la seule force d'un travail d'arpentage et de rue constitutif d'une certaine idée du métier d'éducateur et de la fonction de la prévention spécialisée. Ils n'hésitent pas à s'autodésigner comme des éducateurs.trices "à l'ancienne", au regard d'un rapport à un public dit "difficile" qu'ils se font fort d'atteindre par l'usage de démarches et d'approches qui ont fait leurs preuves. Ils se distinguent en cela des tenants d'une approche éducative plus large, qui toucherait un public moins restreint et moins vulnérable.

DES PRÉOCCUPATIONS PARTAGÉES AUTOUR DU NUMÉRIQUE

15. DES MARQUEURS DE CONSENSUS: UNE CULTURE D'INTERVENTION TOURNÉE VERS LA RELATION ÉDUCATIVE

La question de l'implication en ligne des éducateurs.trices n'est pas d'abord une question technique: elle renvoie à des considérations éthiques et déontologiques, à des conceptions du métier qui si elles sont relativement homogènes, se distinguent au gré de moyens différenciés pour les atteindre et dans lesquels le numérique a une fonction particulière. Si "l'éducatif", la "libre adhésion", "l'autonomie" priment toujours, le numérique est perçu soit comme un moyen de porter ces principes, soit comme un frein à leur accomplissement. Le numérique consacre une frontière entre les tenants d'une certaine "tradition" qui insiste d'abord sur une relation de proximité ancrée dans le travail de rue, et d'autres éducateurs.trices ou cadres de direction qui estiment nécessaire ou même indispensable de démultiplier les canaux susceptibles de permettre à cette relation de s'ancrer dans des espaces virtuels et IRL. Il n'y a cependant pas de ruptures fortes sur les considérations éthiques et déontologiques du métier au prisme du numérique. En particulier, l'attention à la relation éducative directe reste largement privilégiée par tous les éducateurs.trices, quel que soit leur rapport au numérique, et les dérives de surveillance rendues possibles par les réseaux sociaux sont nettement tenues à distance.

16. DES BESOINS DE FORMATIONS CLAIREMENT IDENTIFIÉES

Une large majorité d'éducateurs.trices considèrent qu'ils et elles sont peu accompagnés par les directions dans les usages professionnels du numérique. Ce ne sont ainsi que 14% d'entre eux qui ont une appréciation positive de cet accompagnement, 25% qui semblent mitigés et 60% qui considèrent cet accompagnement insuffisant. Dans des proportions assez proches, c'est une majorité d'éducateurs.trices qui considèrent que les usages professionnels du numérique sont peu encadrés par les directions: même si 19% des éducateurs.trices signalent un encadrement favorable, il en reste tout de même plus de 80% qui le jugent insuffisant. Il est à noter par ailleurs que dans près de la moitié des structures enquêtées, ce sont près de 100% des répondants qui considèrent un cadre trop peu

balisé autour de ces pratiques. Il semble par ailleurs que les directions partagent largement ce besoin d'un travail dédié sur le sujet. Le manque de formation est pointé par la quasi-totalité des éducateurs.trices interrogés. Que ce soit sur les aspects techniques (98%) ou sur les questions éthiques (90%), les éducateurs.trices ressentent un manque sérieux de formation.

Sans doute est-il important d'alimenter les échanges et la construction de postures partagées autour des usages professionnels du numérique. L'imposition de "bonnes pratiques" est sans doute très péremptoire et peu efficiente. Il nous semble en revanche indispensable d'ancrer les référentiels de formation sur des marqueurs forts de la culture liée à la prévention spécialisée. C'est là sans doute une condition indispensable pour emporter l'adhésion d'acteurs de terrain qui, s'ils sont en forte demande, réagissent aussi au regard des spécificités de leur métier et de leur engagement. Les questions liées au respect de la libre adhésion, à la confidentialité d'un certain nombre d'échanges de données ou à l'extension (ou non) des espaces d'échanges IRL et en ligne, sont sans doute quelques pistes à explorer.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Les pratiques numériques ne réinventent pas la roue. Elles interrogent les moyens utilisés pour la pousser.

À l'issue de cette enquête, et en appui aux deux conclusions intermédiaires proposées dans ce rapport, nous nous permettons d'énoncer quelques recommandations. Elles ne sont ni prescriptives, ni définitives : les seules préconisations valables seront définies par les acteurs eux-mêmes, largement en capacité d'élaborer des cadres structurants et cohérents avec leur éthique d'intervention. Il s'agit donc ici d'une contribution à la réflexion collective, élaborée à partir des résultats saillants de cette enquête :

1. ORGANISER ET STRUCTURER LES CADRES DES PRATIQUES ÉDUCATIVES NUMÉRIQUES

De forts besoins de cadres et d'accompagnement des pratiques sont identifiés à l'échelle de chaque ville et de chaque structure. Ils nécessitent une prise en charge rapide et organisée aux échelons locaux et départementaux. Des démarches sont engagées pour proposer des chartes d'utilisation des outils en lignes, interroger les repères juridiques qui organisent ces pratiques et fixer quelques repères partagés. Ces cadres sont à l'évidence attendus, et répondront à une première série d'impératifs. Mais c'est bien dans l'accompagnement à plus long terme, et sur une démarche qui interroge l'insertion de ces nouvelles pratiques dans ce qui sera peut-être demain l'ordinaire de l'intervention en prévention spécialisée, que les efforts doivent se concentrer. Il nous semble que les outils numériques ne refondent pas en tant que tels la pratique de la prévention spécialisée, mais interrogent en revanche l'évolution des formes d'engagement de la relation éducative, qui se construit toujours en contexte et au regard des évolutions sociales de son époque.

2. INTERROGER LES PRATIQUES NUMÉRIQUES DES JEUNES : DE LA RECONNAISSANCE DE LA CAPACITATION DES ADOLESCENT.ES

Les discours catastrophistes sur les pratiques numériques des adolescents témoignent d'une connaissance très partielle de ces usages et de leur intégration

dans des espaces sociaux pluriels. Ce sentiment de panique morale face aux pratiques des jeunes générations est classique, mais doit sans doute être dépassé dans le champ éducatif. Il peut alimenter une détérioration problématique de la perception par les éducateurs des capacités des adolescents à agir en fonction de principes de conduites et d'élaborations qui nous semblent pourtant légitimes. En d'autres termes, il s'agit de comprendre les pratiques numériques comme la partie d'un ensemble plus large de conduites de socialisation et de sociabilité, envisagées non pas à partir d'un regard adulte-centré, mais bien en considérant le point de vue des jeunes eux-mêmes. Ils sont les seuls experts de leurs univers et il est possible de travailler avec eux à les expliciter en utilisant des méthodologies adaptées (Garnier, 2015 ; Leclercq & Demoulin, 2018). Travailler « avec » et « sur » les jeunes, en particulier lorsqu'ils émergent à la catégorie des populations dites "vulnérables", constitue en soi un risque de contestation de l'autonomie morale des jeunes qu'il faut pouvoir interroger.

3. INTERROGER LA REDÉFINITION DE L'ACTION ÉDUCATIVE EN CONTEXTE NUMÉRIQUE

Les institutions éducatives doivent composer avec cette nouvelle donne de relations plus horizontales et actives, qui remettent en cause la centralité des discours institués au profit d'une intensification du rapport à soi qui caractérise l'individualisme contemporain. L'influence des discours des éducatrices, comme d'autres acteurs éducatifs, est confrontée à la concurrence des recommandations de proximité qui surgissent de toute part dans l'univers adolescent, et en particulier dans l'espace numérique au travers de l'utilisation de réseaux sociaux prescripteurs de comportements. Une réflexion de fond est sans doute nécessaire sur ce que cette nouvelle donne de l'individuation et de la singularisation expressive fait peser dans la construction de la relation éducative.

4. ENVISAGER L'ARTICULATION DES ESPACES NUMÉRIQUES ET MATÉRIELS : DE LA DISTINCTION À L'ARTICULATION

Si une réflexion d'ordre général sur les pratiques et les usages numériques en contexte éducatif semble nécessaire, elle ne peut pas être envisagée isolément d'un cadre d'intervention plus traditionnel lié aux espaces sociaux matériels. La distinction qui est faite entre le numérique et "la vraie vie" doit être dépassée pour envisager l'articulation d'espaces sociaux largement imbriqués dans la vie sociale des jeunes. Le

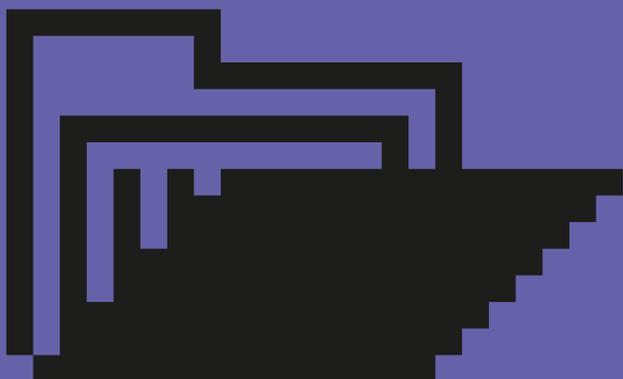
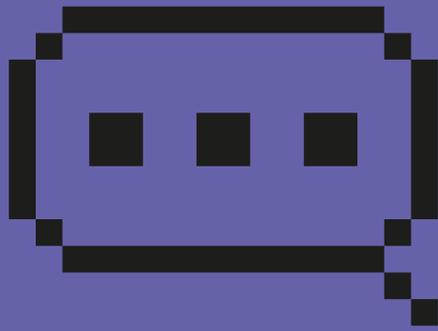
numérique prolonge et organise la vie quotidienne des adolescent.es, et doit donc être reconsidéré non pas seulement du point de vue de ses spécificités, mais bien aussi au regard de son insertion dans des logiques sociales plus larges.

5. INTERROGER L'EMPREINTE DES STÉRÉOTYPES DE GENRE DANS LES PRATIQUES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

La recherche fait la démonstration d'un ancrage significatif des stéréotypes de genre dans les pratiques professionnelles d'un certain nombre d'éducatrices. Il est perceptible à la fois dans les cadres de justification ou de condamnation de certaines pratiques numériques juvéniles, comme dans la division morale et sociale des espaces d'intervention ou des publics pris en charge. Ces assignations sexuées interrogent les modalités à partir desquelles certaines formes d'intervention peuvent participer au renforcement d'un système de genre qui réduit la capacitation des femmes comparativement aux hommes.

6. ORGANISER DES ESPACES DE FORMATIONS

Des besoins de formation autour des pratiques éducatives numériques sont fortement identifiés par les acteurs eux-mêmes. Si ces formations doivent sans doute intégrer des dimensions techniques – utilisation de certains outils, appréhension des cadres législatifs qui régissent les pratiques numériques, etc -, elles doivent également recouper l'appréhension d'un certain nombre des enjeux éthiques et déontologiques que nous avons évoqués. L'imposition de "bonnes pratiques" est sans doute très péremptoire et peu efficace. En cela, il nous semble que les démarches de formation sur ces questions doivent intégrer une réflexion plus large sur ce que le numérique fait aux pratiques de la prévention spécialisée en général, et qu'elles soient considérées comme un révélateur d'enjeux professionnels plus large – sur les formes et les espaces d'intervention, sur l'évolution du rapport aux adolescent.es, sur la définition des moyens de la prévention par exemple. Autant d'éléments qui peuvent sans doute contribuer à définir les marqueurs de la prévention spécialisée de demain.





**RAPPORT JRSPREV
[SYNTHÈSE]**

**L'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE 2.0.
QUELS ENJEUX POUR QUELLES
PRATIQUES ?**

**JEUNES, RÉSEAUX SOCIAUX
ET PRÉVENTION SPÉCIALISÉE**

**NOUVELLES PRATIQUES, NOUVELLES
INTERACTIONS : QUELS ENJEUX
POUR LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE
EN SEINE-SAINT-DENIS ?**

**BENJAMIN MOIGNARD
ROSA MARIA BORTOLOTTI**

AVRIL 2021